



STATUTS

CHAMBRE SYNDICALE DE LA FACTURE INSTRUMENTALE (CSFI)

Rédigés au 9 rue Saint Martin 75004 PARIS

SIREN N° 306 562 943 SIRET 306 562 943 00069 CODE APE 9411Z

STATUTS

Article I – CONSTITUTION

1. Il a été formé, le 15 avril 1890, conformément à la loi, une Chambre Syndicale professionnelle, sous le nom de Chambre Syndicale des Facteurs d'Instruments de Musique, dénomination devenue, le 16 décembre 1965, Chambre Syndicale de la Facture Instrumentale, actuellement régie, notamment, par la loi 82-915 du 28 octobre 1982 et les articles L2131-1 et suivants du Code du Travail.
2. Les statuts de la Chambre Syndicale, adoptés le 15 avril 1890, ont été révisés les 1^{er} mars 1898, 5 février et 7 mai 1901, 10 juin 1902, 28 avril 1903, 13 mai 1919, 11 mai 1932, 15 mai 1941, 16 décembre 1965, 21 mai 1970, 8 décembre 1984, le 6 avril 2001 et le 13 mars 2017.
3. Les présents statuts sont en vigueur depuis la dernière révision adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des membres de la Chambre Syndicale tenue le jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire.
4. Le siège de la Chambre Syndicale est à Paris : 9 rue Saint Martin 75004 PARIS. Il pourra être transféré en un autre lieu, sur simple décision du Bureau de la Chambre Syndicale.

Article II – OBJET

La Chambre Syndicale a pour objet l'étude, la défense, la protection et la promotion des droits et intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels de ses membres ainsi que la promotion de la musique sous toutes ses formes d'expression et de toutes les professions qui s'y rattachent. Elle s'inscrit résolument dans une démarche d'encouragement de la pratique instrumentale tant au niveau scolaire qu'au niveau amateur.

La Chambre Syndicale a vocation à représenter les intérêts professionnels de ses membres en intervenant auprès des pouvoirs publics et de tous organismes ou instances publics, parapublics ou privés, nationaux, européens ou internationaux.

La Chambre Syndicale a également vocation à assurer la communication collective de ses membres et ce, par toutes ses formes, tant en France qu'à l'étranger. Elle organise toutes actions ou manifestations de nature à promouvoir son objet social, et ce, soit ouvertes au public, soit exclusivement réservées à ses membres.

La Chambre Syndicale œuvre à maintenir et à promouvoir une libre, saine et loyale concurrence entre ses membres.

Article III – COMPOSITION

La Chambre Syndicale regroupe les Facteurs, Importateurs et Revendeurs d'instruments de musique, accessoires et matériels périphériques.

Ils se répartissent en membres d'honneur, membres actifs, membres sympathisants et membres associés.

I – Membres d’honneur

Peuvent être nommés membres d’honneur toutes personnes physiques ayant mérité la reconnaissance de la Chambre Syndicale ; c’est le bureau de la Chambre Syndicale qui nomme les membres d’honneur.

II – Membres actifs

Peuvent postuler au titre de membres actifs toutes personnes physiques ou morales exerçant une ou plusieurs professions de facteurs, Importateurs ou Revendeurs d’Instruments de musique, accessoires ou matériels périphériques.

Les candidats doivent en outre :

- 1) résider en France, ou y avoir une domiciliation, sauf dérogation dont le Bureau est juge,
- 2) exercer leur profession en France ou dans les départements et territoires d’Outre-mer depuis au moins vingt-quatre mois,
- 3) être inscrits au Registre du Commerce ou au répertoire des Métiers, et pour les sociétés étrangères être en règle avec la législation française, notamment, en matière fiscale et sociale,
- 4) n’avoir été frappés d’aucune peine afflictive ou infamante,
- 5) s’engager à participer aux diverses activités de la Chambre Syndicale, s’engager à respecter les Statuts de la Chambre Syndicale, ses décisions, les obligations qui en découlent, notamment : acquitter régulièrement et être à jour de ses cotisations, se soumettre aux enquêtes statistiques agréées par la Chambre Syndicale, appliquer toute Convention Collective dont la Chambre Syndicale est signataire, respecter et appliquer les recommandations de la Chambre Syndicale en matière de formation professionnelle et d’usages professionnels.

III – Membres sympathisants

- 1) La qualité de membres sympathisants est réservée aux personnes physiques ou morales qui témoignent de leur intérêt et de leur attachement aux objectifs de la Chambre Syndicale.
- 2) Pour être membres sympathisants, les candidats devront s’engager à respecter les Statuts de la Chambre Syndicale, être à jour de leurs cotisations et exercer une activité professionnelle ayant un rapport direct avec le milieu musical ou avec les professions musicales ou avoir une activité présentant un intérêt direct pour justifier de leur adhésion en cette qualité au sein de la Chambre Syndicale.
- 3) Les candidats doivent présenter une demande écrite et motivée parrainée par deux membres actifs.
- 4) Les candidatures sont soumises à l’agrément du Bureau de la Chambre Syndicale.
- 5) L’adhésion aux statuts de la Chambre Syndicale donne droit à la réception des bulletins d’information de la Chambre Syndicale, ainsi qu’à l’entrée gratuite aux manifestations privées organisées par la Chambre Syndicale.
- 6) La qualité de membre sympathisant ne confère pas le droit de vote en Assemblée Générale. Elle ne permet pas d’être élu au bureau.
- 7) Les membres sympathisants ne sont pas intégrés dans les commissions, mais peuvent y être invités en accord avec le bureau et les membres des commissions concernées

IV– Membres associés

La qualité de membres associés

1) est réservée aux personnes physiques ou morales qui témoignent de leur intérêt et de leur attachement aux objectifs de la Chambre Syndicale.

Pour être membres associés :

2) les candidats devront s'engager à respecter les Statuts de la Chambre Syndicale, être à jour de leurs cotisations et exercer une activité professionnelle ayant un rapport direct avec le milieu de la facture instrumentale, le milieu musical, les professions musicales ou avoir une activité présentant un intérêt direct pour justifier de leur adhésion en cette qualité au sein de la Chambre Syndicale.

3) Les candidats doivent présenter une demande écrite et motivée

4) Les candidatures sont soumises à l'agrément du Bureau de la Chambre Syndicale.

5) L'adhésion aux Statuts de la Chambre Syndicale donne droit à la réception des bulletins d'information de la Chambre Syndicale, ainsi qu'à l'entrée gratuite aux manifestations privées organisées par la Chambre Syndicale.

6) La qualité de membre associé ne confère pas le droit de vote en Assemblée Générale. Elle ne permet pas d'être élu au bureau.

Article IV – FORMALITÉS D'ADMISSION DES MEMBRES ACTIFS

1. Dans le but d'être admis parmi les membres actifs de la Chambre Syndicale, et à condition de satisfaire au préalable aux dispositions de l'Art. III § 2 des présents Statuts, tout candidat doit adresser une demande écrite au Bureau et être parrainé dans sa demande par deux membres actifs.
2. Le Bureau se prononce sur cette demande après consultation des deux membres actifs parrainant le candidat.
3. Si le Bureau se prononce favorablement, la demande est réputée déclaration d'adhésion du candidat aux présents Statuts. Elle ne deviendra définitive qu'après la réception du règlement de leur adhésion.
4. En cas de rejet de cette demande par le Bureau qui n'est pas obligé de justifier de ses motifs, le candidat peut adresser un recours au Président de la Chambre Syndicale qui en saisit alors la prochaine Assemblée Générale qui statue alors en dernier ressort à la majorité simple.
5. Dans sa demande d'admission le candidat doit fournir une copie de l'extrait KBIS du Registre du Commerce ou d'inscription au Répertoire des Métiers qui comportera les renseignements suivants :
 - a) Le nom de l'Établissement, s'il s'agit d'une entreprise en nom personnel ou assimilée ; la raison sociale, le Régime et le Capital, s'il s'agit d'une société ;
 - b) L'adresse de l'Établissement ou le siège social de la société ;
 - c) Le numéro du Registre du Commerce ou du Répertoire des Métiers de l'Établissement ou de la Société, ainsi que son code APE et le numéro d'immatriculation établi par l'I.N.S.E.E. ;
 - d) Une description de son activité dont l'antériorité sera au minimum de vingt-quatre mois ;

- e) S'il s'agit d'une personne morale, les noms et qualité de la personne physique habilitée à la représenter, en cas d'admission parmi les membres actifs de la Chambre Syndicale ; étant entendu que toute modification de cette habilitation devra être notifiée au Bureau de la Chambre Syndicale.
- f) Un membre d'une association adhérente à la CSFI peut adhérer à la CSFI à tarif préférentiel, dans ce cas, cette adhésion ne donne pas lieu à un droit de vote. Ces adhérents auront alors le statut de membres sympathisants

Article V- COMMISSIONS

1. Les projets et les actions de la Chambre Syndicale sont élaborés en Commissions :
2. Les Commissions, instances préparatoires aux décisions du Bureau, sont au nombre de six :
 - a) Développement de la pratique instrumentale
 - b) Fabricants français de la facture instrumentale
 - c) Événements en France (salons, conventions, expositions...)
 - d) Communication (revue *Profession Musique*, publicité, site Internet...)
 - e) Économie : statistiques, relations européennes et internationales, problèmes sectoriels (matières premières, contrefaçons, etc....)
 - f) Enseignement professionnel et formation
3. Chaque membre actif est libre de participer aux travaux d'une ou de plusieurs commissions. Les membres sympathisants et associés peuvent être invités à participer aux travaux d'une ou plusieurs commissions.
4. Chacune des commissions élit son Rapporteur et son Rapporteur suppléant. Les membres sympathisants et associés ne peuvent pas être Rapporteur ou Rapporteur suppléant.
5. Si, en raison de ses activités, un membre actif participe aux travaux de plusieurs commissions, il ne peut être élu Rapporteur que d'une seule commission ;
6. Si le Rapporteur d'une commission est élu Président de la Chambre Syndicale ou se voit confier par le Bureau l'une des charges énumérées à l'Art. VI § 6 des présents statuts, il ne peut demeurer Rapporteur de sa Commission, qui doit élire au nouveau Rapporteur dans le délai d'un mois.
7. Les Commissions se réunissent à l'initiative des Rapporteurs qui sont responsables du travail accompli dans leurs Commissions dont ils rendent compte au Bureau régulièrement et au moins une fois l'an devant l'Assemblée Générale.
8. Le Président de la Chambre Syndicale ainsi que ses deux Vice-Présidents sont informés par avance de l'organisation et de l'objet des réunions des Commissions, auxquelles ils ont la faculté d'assister.
9. Les conclusions des travaux des Commissions sont soumises au Bureau qui est seul habilité à engager la Chambre Syndicale.

Article VI – BUREAU

1. Le Bureau est l'instance décisionnelle de la Chambre Syndicale. Il conduit une politique adoptée en Assemblée Générale et s'assure du travail des Commissions sur lequel il appuie ses décisions.
2. Le Bureau est composé du Président, de deux Vice-Présidents, du Secrétaire général, du Trésorier, élus pour trois ans par l'Assemblée Générale Ordinaire, ainsi que des six Rapporteurs des Commissions ou leurs suppléants élus annuellement par leurs Commissions respectives et proclamés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire. Seuls peuvent être candidats les membres actifs à jour de leurs cotisations.
3. Le Président du Bureau est le Président de la Chambre Syndicale, élu pour trois ans et rééligible.
4. Les six Rapporteurs de Commissions, proclamés chaque année devant l'Assemblée Générale et sous réserve des dispositions du § 7 ci-dessous, sont membres de droit du Bureau.
5. Le Trésorier et le Secrétaire général rendent compte de leurs missions et de leurs activités au Bureau de la Chambre Syndicale et au Président.
6. Si l'un des Rapporteurs de Commission est élu Président de la Chambre Syndicale ou se voit confier l'une des charges énumérées au § 6 ci-dessus, sa Commission élit dans le délai d'un mois un nouveau Rapporteur qui devient de droit membre du Bureau.
7. Le Bureau peut requérir l'assistance permanente ou ponctuelle de personnalités étrangères au Bureau ou à la Chambre Syndicale.
8. Le Bureau se réunit périodiquement, à la diligence du Président ou à la demande d'une Commission et au moins trois fois par an.
9. La présence de la moitié au moins des membres du Bureau est nécessaire pour la validité des délibérations ; les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple des membres présents ; la voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.
10. Le Bureau établit les recettes, notamment au moyen des cotisations, dont l'Assemblée Générale, sur sa proposition, fixe le taux, l'assiette et les modalités de règlement par les membres actifs et les membres sympathisants, et ordonne les dépenses de la Chambre Syndicale.
11. Le Bureau examine les rapports que lui soumettent les Commissions, les membres du Bureau ou toutes personnes mandatées à cet effet par le Bureau et s'en inspire pour définir l'action de la Chambre Syndicale.
12. Le Bureau nomme les membres d'honneur et statue sur l'admission des membres sympathisants, des membres actifs et des membres associés
13. Le Bureau convoque l'Assemblée Générale comme il est stipulé à l'Art. VIII des présents statuts.
14. Lorsqu'un membre du Bureau se démet de ses fonctions ou, pour une raison quelconque, cesse d'être membre de la Chambre Syndicale au cours de son mandat,
 - a) S'il s'agit du Président, une Assemblée Générale, ordinaire ou extraordinaire, convoquée dans les trois mois, procède à son remplacement ;
 - b) S'il s'agit d'un rapporteur ou de son suppléant, la Commission concernée désigne son remplaçant dans un délai d'un mois ;
 - c) S'il s'agit d'un autre membre que ceux précédemment cités :

- Ou bien il n'est pas procédé à son remplacement, jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale ordinaire et, s'il laisse une charge, celle-ci est confiée par ses confrères à un autre membre du Bureau
- Ou bien le Bureau use de la faculté de coopter son remplaçant, avec ou sans charge parmi les membres actifs de la Chambre Syndicale, pour la durée du mandat restant à courir.

15. La fonction de membre du Bureau est gratuite.

Article VII – POUVOIR DU PRÉSIDENT

1. Le Président préside les réunions de l'Assemblée Générale et du Bureau. Il a la faculté d'assister aux réunions des Commissions ou de s'y faire représenter par ses deux Vice-Présidents ou tous membres du Bureau qu'il délèguera à cet effet.
2. Il exécute ou fait exécuter les décisions de l'Assemblée Générale et du Bureau ; il représente la Chambre Syndicale au regard des tiers. Il est seul habilité à engager la Chambre Syndicale ; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir, notamment pour toutes opérations ayant une incidence financière. Cette délégation doit faire l'objet d'une mention préalable et écrite.
3. Il lui appartient de prendre toutes mesures urgentes, sous réserve d'en rendre compte au Bureau, à sa plus prochaine réunion.
4. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents.

Article VIII – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. L'ensemble des membres de la Chambre Syndicale est réuni chaque année en Assemblée Générale ordinaire, à une date dont le choix appartient au Bureau ; avec au moins un mois d'avance, celui-ci fixe l'ordre du jour de la réunion, convoque individuellement les membres, et conformément aux dispositions de l'Art. VI § 2 des présents Statuts, appelle les candidatures, qui se feront connaître par lettre avec au moins deux semaines d'avance.
2. Le Président convoque les membres de la Chambre Syndicale en Assemblée Générale Extraordinaire, soit sur l'avis du Bureau, soit à la demande d'un quart au moins des membres actifs de la Chambre Syndicale, notamment, pour modifier les dispositions des Statuts.
3. La présence d'un quart au moins des membres actifs de la Chambre Syndicale en Assemblée Générale est nécessaire ; si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée une nouvelle fois dans le mois qui suit et délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.
4. Par « membres présents », dont les noms figurent sur la feuille de présence, on entend les membres actifs physiquement présents et ceux qui se sont fait représenter par ceux-ci sous la forme de « pouvoirs » valablement visés par le Secrétaire générale de la Chambre Syndicale.
5. Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des membres présents, sauf toute décision de modification des Statuts, qui requiert une majorité des deux tiers des membres présents, en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.
6. Les membres d'honneur, les membres sympathisants et les membres associés ont voix consultatives.
7. La séance d'une Assemblée Générale ordinaire se déroule comme suit :
 - a) Le Bureau sortant constitue le Bureau de l'Assemblée Générale ;

- b) L'Assemblée Générale entend, pour information, les rapports des Commissions et, pour se prononcer, le rapport moral et le rapport financier du Bureau sortant auquel elle donne quitus pour sa gestion de l'année écoulée ;
 - c) Sur proposition du Bureau sortant, l'Assemblée Générale fixe le taux, l'assiette et les modalités de règlement des cotisations ainsi que la répartition ;
 - d) S'il y a lieu de procéder, pour les trois années à venir à l'élection du Président de la Chambre Syndicale, le vote intervient sous la présidence du membre le plus âgé ayant accepté d'assumer cette charge, puis le Président élu lui succède ;
 - e) Pour la désignation des Rapporteurs et Rapporteurs suppléants, l'Assemblée Générale entend un délégué de chaque Commission proclamer le nom des Rapporteurs qu'elle a auparavant élus ; si l'Assemblée Générale vient d'élire à la présidence de la Chambre Syndicale le Rapporteur d'une Commission ou son suppléant, celle-ci doit en élire un nouveau dans un délai d'un mois ;
 - f) S'il y a lieu de procéder, sur proposition du Président, l'Assemblée Générale élit pour trois ans les autres membres du Bureau (Vice-Présidents, Secrétaire Général et Trésorier) ;
 - g) Le Bureau nouvellement constitué est aussitôt proclamé Bureau de la Chambre Syndicale et Bureau de séance par le Président ;
 - h) Ensuite, l'Assemblée délibère sur les différents points mis à l'Ordre du jour qui aura été adressé à chaque membre avec sa convocation.
8. La séance d'une Assemblée Générale Extraordinaire est présidée par le Président de la Chambre Syndicale assisté des membres du Bureau.
9. Un compte rendu de séance est rédigé et signé par le Président et le Secrétaire Général.

Article IX – ADHÉSION A D'AUTRES GROUPEMENTS

La Chambre Syndicale peut adhérer à tout Groupement susceptible de l'assister dans son action, tant à France qu'à l'étranger.

Article X – DÉMISSION ET RADIATION

1. Tout membre de la Chambre Syndicale a le droit de démissionner quand bon lui semble, à condition d'être en situation régulière avec elle.
2. Peut être radié de la Chambre Syndicale, par décision du Bureau, tout membre dont la situation se trouve en contradiction avec les dispositions des Art. II, III et IV des présents statuts et, d'une manière générale dont l'action nuit aux intérêts de la Chambre Syndicale.
3. Aucune démission ne peut être reçue, ni aucune radiation prononcée sans que le Bureau ait au préalable demandé au membre concerné ou à la personne mandatée par elle de s'expliquer sur les motifs de la décision prise ou à prendre.
4. En cas de démission ou d'exclusion, les cotisations versées resteront acquises à la Chambre Syndicale, dans les conditions prévues par les règles légales.

5. Tout membre démissionnaire ou radié de la Chambre Syndicale ne peut plus prétendre participer aux conventions conclues par la Chambre Syndicale avec quelque personne ou organisme que ce soit.

Article XI – DURÉE

La durée de la Chambre Syndicale est illimitée.

Article XII – DISSOLUTION

1. Une Assemblée Générale Extraordinaire, réunie à cet effet, peut se prononcer sur la dissolution de la Chambre Syndicale.
2. Le vote sur la dissolution ne peut être acquis qu'à la majorité des trois quarts des membres actifs de la Chambre Syndicale en situation régulière avec elle.
3. En cas de dissolution de la Chambre Syndicale les fonds disponibles sont versés, ainsi qu'en décide l'Assemblée Générale Extraordinaire, à un autre Groupement ou à une œuvre de bienfaisance.

Jérôme Perrod
Président de la CSFI

A black ink signature, appearing to be 'JP', written in a stylized, cursive manner.

Fanny Reyre Ménard
Vice-Présidente de la CSFI

A blue ink signature, appearing to be 'FRM', written in a stylized, cursive manner.